

Six mythes au sujet du libertarianisme. Par Murray Rothbard

7 décembre 2012

Six mythes au sujet du libertarianisme

Par Murray N. Rothbard*

Traduction de Geoffroy Le Gentilhomme, Institut Coppet

Le libertarianisme est aujourd'hui le credo politique dont la progression est la plus rapide aux États-Unis. Avant de juger et d'évaluer les mérites du libertarianisme, il est essentiel de comprendre ce qu'il est, et surtout ce qu'il n'est pas. En particulier, il convient de réfuter un certain nombre d'idées fausses répandues (notamment auprès des conservateurs) à son sujet. Dans cet essai, je vais énumérer, et soumettre à la critique, les mythes les plus répandus au sujet du libertarianisme. Une fois ces mythes réfutés, les lecteurs seront en mesure de discuter du libertarianisme, libres de l'influence des idées fausses ; il sera alors possible de débattre de cette philosophie, d'en évaluer les mérites et les démérites.

Mythe 1 : Les libertariens croient que les individus sont des êtres socialement isolés, hermétiques, insensibles aux influences extérieures

Pour fréquente que soit cette critique, elle n'en reste pas moins surprenante. Au cours de mes lectures, je n'ai jamais rencontré un auteur libéral soutenant une telle position. La seule exception étant le fanatique Max Stirner, un individualiste allemand du milieu du XIX^e siècle, qui n'eut cependant qu'une influence minime sur le mouvement libertarien. En outre, la philosophie de Stirner selon laquelle « la Force Fait le Droit [Might Makes Right] » et son rejet de tous les principes moraux, quels qu'ils soient, y compris celui des droits individuels, qu'il qualifia d'« illusion mentale », ne permettent guère de l'inclure parmi les penseurs libéraux. Hormis Stirner, cependant, aucun auteur libéral n'a soutenu une opinion ressemblant, même de loin, à cette accusation fréquente.

Les libertariens, il est vrai, sont individualistes, politiquement et méthodologiquement. Ils soutiennent que seuls les individus pensent, préfèrent, agissent et choisissent. Ils croient que les individus sont propriétaires de leur corps, et qu'ils ont le droit de n'être pas victimes d'intrusion violente. Mais aucun individualiste ne nie que les gens s'influencent les uns les autres, que ce soit à propos de leurs buts, leurs valeurs, leurs désirs ou leurs occupations. Comme F.A. Hayek le souligna dans son remarquable article, « Le sophisme de l'effet de dépendance », la critique de la libre entreprise que J.K. Galbraith énonça dans *The Affluent Society*, reposait sur cette proposition : la science économique fait l'hypothèse que les individus établissent seuls leurs

préférences, qu'ils ne sont pas influencés par d'autres. Au contraire, comme Hayek le souligna, tout le monde sait que les gens ne déterminent pas seuls les valeurs auxquelles ils sont attachés, mais qu'ils sont influencés dans leur choix. Aucun libertarien ne nie que les individus s'influencent constamment les uns les autres. Il n'y a rien à objecter à cette tendance inévitable. Les libertariens ne s'opposent pas à la persuasion volontaire, ni à la coopération et à la collaboration entre individus. Ils s'opposent à l'imposition violente de valeurs par le biais du pouvoir politique, et à la pseudo « coopération » imposée par l'État.

Mythe 2 : Les libertariens sont libertins. Ils sont hédonistes et courent après les modes de vie alternatifs

Irving Kristol a récemment défendu une telle position. Kristol prétend que l'éthique libertarienne est hédoniste, et que les libertariens « vénèrent la société de consommation et tous les modes de vie alternatifs que la prospérité capitaliste met à disposition des hommes. » En réalité, le libertarianisme n'est pas, et ne prétend pas être, une théorie morale ou esthétique ; il n'est qu'une théorie politique, un sous-ensemble de la théorie morale qui traite du rôle de la violence en société. La théorie politique traite du rôle de l'État, de ce qu'il doit faire ou ne pas faire ; l'État se distinguant des autres groupes sociaux en ce qu'il organise la violence. Le libertarianisme soutient que seule l'autodéfense peut justifier le recours à la violence, et que l'emploi de la force devient illégitime, injuste et criminel lorsqu'il dépasse cette limite. Le libertarianisme, par conséquent, stipule que les violations des droits individuels sont illégitimes et qu'une personne devrait être libre d'agir comme bon lui semble à condition qu'elle respecte les droits d'autrui. La façon dont une personne se comporte à l'intérieur de ces limites est d'une importance cruciale, mais ne concerne pas le libertarianisme.

Il n'est donc pas surprenant que certains libertariens soient hédonistes, adeptes de modes de vies alternatifs, alors que d'autres adhèrent fermement à la moralité bourgeoise et conventionnelle. Certains libertariens sont libertins ; d'autres sont très attachés à la discipline imposée par les doctrines religieuses. D'autres encore n'ont pour morale que celle imposée par l'axiome de non-agression. Autrement dit, le libertarianisme, en lui-même, ne prescrit aucune théorie morale générale ou personnelle. Il n'offre pas de sagesse de vie ; ce qu'il offre, c'est la liberté, de sorte que chacun puisse être libre d'agir selon ses propres principes moraux. Les libertariens s'accordent avec Lord Acton lorsqu'il affirme que « la liberté est la plus haute des fins politiques », mais pas nécessairement la fin la plus haute sur l'échelle de valeurs de tous les individus.

En revanche, il n'est pas contestable que les économistes libertariens, partisans de la libre entreprise, soient ravis lorsque le marché libre accroît l'éventail de choix à la disposition des consommateurs, et augmente ainsi leur niveau de vie. Sans aucun doute, l'idée que la prospérité est plus souhaitable que la misère est une proposition morale, et a trait au champ plus large de la théorie morale ; c'est malgré tout une proposition à laquelle je crois fermement.

Mythe 3. Les libertariens ne croient pas aux principes moraux ; ils se limitent à des analyses coûts-avantages en supposant que l'homme est toujours rationnel.

Ce mythe est, bien sûr, lié à l'accusation précédente d'hédonisme, et l'on peut en partie y répondre de la même façon. Il existe en effet des libertariens, en particulier les économistes de l'école de Chicago, qui refusent de croire que la liberté et les droits individuels sont des principes moraux ; et qui évaluent les politiques publiques à l'aune de leurs prétendus coûts et avantages sociaux.

Tout d'abord, la plupart des libertariens sont "subjectivistes" en économie, c'est-à-dire qu'ils croient que le bien-être des individus ne peut être ni mesuré ni additionné. De ce point de vue, les concepts de coûts ou d'avantages sociaux sont illégitimes. De surcroît, l'existence de principes moraux, du droit naturel sur sa personne et sa propriété, est centrale dans l'argumentation de la plupart des libertariens. Par conséquent, les libertariens soutiennent que la violence agressive, c'est-à-dire la violation de ces droits, est absolument immorale, quels que soient les personnes ou les groupes à l'origine de cette violence.

Loin d'être immoraux, les libertariens appliquent simplement une éthique humaine universelle à l'État, de la même manière que la plupart des gens appliqueraient cette éthique à toutes les autres personnes ou institutions sociales. En particulier, comme je l'ai souligné ci-dessus, le libertarianisme, en tant que philosophie politique, applique sans crainte à l'État une croyance éthique que la plupart d'entre nous entretenons à l'égard de la violence. Les libertariens ne font aucune exception à la règle d'or lorsqu'il s'agit de l'État. Les libertariens soutiennent qu'un meurtre reste un meurtre, et qu'il ne peut pas être justifié par la raison d'État s'il est commis par le gouvernement. Nous croyons qu'un vol reste un vol et qu'il ne devient pas légitime si une bande organisée de criminels le renomme « impôt ». Nous croyons que l'esclavage reste l'esclavage même si l'institution qui l'applique l'appelle « conscription ». En résumé, la clé de la théorie libertarienne, c'est qu'elle applique à tous son éthique universelle, et ne fait pas d'exception pour l'État.

Les libertariens sont donc loin d'être indifférents ou hostiles à l'égard des principes moraux. Au contraire. Ils sont les seuls prêts à étendre leur application aux activités de l'État lui-même.

Il est vrai que les libertariens permettent à chaque individu de choisir ses valeurs et d'agir en accord avec elles. Autrement dit, les libertariens accordent à chaque personne le choix de se comporter de façon morale ou immorale. Le libertarianisme s'oppose fermement à l'imposition à qui que ce soit (groupe ou individu) de credo moraux par la violence, sauf, bien sûr, la prohibition morale à l'égard de la violence elle-même. Mais nous devons prendre conscience qu'aucune action ne peut être dite vertueuse sans être entreprise librement, en l'absence du consentement volontaire de l'individu. Comme le souligne Frank Meyer,

Ni la liberté ni la vertu ne peuvent être imposées aux hommes. Dans une certaine mesure, il est vrai, l'on peut les forcer à simuler la vertu. Mais la vertu est le fruit de la liberté bien comprise. Et aucune action entreprise de force ne peut être dite vertueuse (ou vicieuse).

Si un individu doit, par la contrainte, agir d'une certaine façon, cela n'est plus un choix moral de sa part. Une action ne peut être morale que si elle est librement entreprise ; une action ne peut guère être dite « morale » si l'on est forcé de l'entreprendre à la pointe d'un fusil. L'on ne peut donc pas prétendre que l'imposition de conduites morales, ou l'interdiction de conduites immorales, répandent de quelque façon que ce soit la vertu ou la morale. Au contraire, la coercition atrophie la moralité car elle ôte la liberté de choix individuelle, la liberté d'agir de façon morale ou immorale. Paradoxalement, donc, la coercition prive les individus de l'opportunité de se comporter de façon morale.

Il est donc particulièrement grotesque de vouloir mettre entre les mains de l'État (qui n'est rien de moins que l'organisation qui regroupe les policiers et les soldats) la garde légale de la morale. Donner à l'État la responsabilité d'assurer l'ordre moral revient à donner à un renard la charge d'un poulailleur. Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir des personnes à la tête de l'État (en charge d'organiser la violence en société), l'on doit reconnaître qu'elles ne se sont jamais distinguées par leur probité morale ou par leur soin à appliquer les principes moraux.

Mythe 4. Le libertarianisme est athée et matérialiste. Il néglige la spiritualité humaine.

Il n'existe aucune connexion nécessaire entre la position que l'on adopte à l'égard du libertarianisme et ses propres opinions religieuses. Certes, la plupart des libertariens contemporains sont athées, mais cela doit être mis en perspective avec le fait que la plupart des intellectuels, quelles que soient leurs tendances politiques, sont également athées. Beaucoup de libertariens sont croyants : juifs ou chrétiens par exemple. L'on compte de nombreux croyants parmi les penseurs libéraux, ancêtres du libertarianisme : de John Lilburne, Roger Williams, Anne Hutchinson, et John Locke, pour le dix-septième siècle, à Cobden et Bright, Frédéric Bastiat et les libéraux français, et enfin l'illustre Lord Acton.

Les libertariens croient que la liberté est un droit naturel, une composante centrale de la loi naturelle en accord avec l'essence de l'homme. L'origine – naturelle ou divine – de cet ensemble de lois naturelles est une question importante du point de vue ontologique, mais elle n'est pas pertinente pour la philosophie politique ou sociale. Comme le dit le Père Thomas Davitt, « Si le terme « naturel » est signifiant, il se rapporte à la nature humaine, et lorsqu'il est accolé au mot « loi », le mot « naturel » renvoie à un ordre manifesté dans les inclinations de la nature humaine. Par conséquent, il n'y a rien d'intrinsèquement religieux ou théologique dans la notion de « Loi Naturelle » de Thomas d'Aquin. » Ou, comme D'Entrèves l'a écrit à propos du juriste protestant hollandais du XVII^e siècle Hugo Grotius :

« La définition que donne Grotius de la loi naturelle [natural law] n'a rien de révolutionnaire. Lorsqu'il soutient que la loi naturelle est l'ensemble des règles que l'homme est capable de découvrir par l'usage de sa raison, il ne fait rien d'autre que reformuler l'idée scolastique selon laquelle l'éthique aurait un fondement rationnel. En fait, son but est même de réhabiliter cette idée, menacée par l'Augustinisme extrême de certaines écoles de pensée protestantes. Lorsqu'il affirme que ces règles sont intrinsèquement valides et indépendantes de la volonté divine, il reprend une thèse déjà énoncée par les penseurs de l'École. »

Les libertariens ont été accusés d'ignorer la nature spirituelle de l'homme. Mais on peut facilement parvenir à des conclusions libertariennes en partant de prémisses religieuses ou chrétiennes : mettre en évidence l'importance de l'individu, de son libre arbitre, des droits naturels et de la propriété privée. Mais on peut également parvenir à ces propositions en adoptant une approche areligieuse, fondée sur la loi naturelle [natural law], édictant la croyance que l'homme peut parvenir à une compréhension rationnelle de la loi naturelle [natural law].

De plus, historiquement, il n'est en aucun cas certain que la religion soit un fondement plus solide pour parvenir à des conclusions libertariennes. Comme Karl Wittfogel le rappelle dans son livre *Oriental Despotism*, l'alliance du trône et de l'autel a permis pendant des siècles d'asseoir le règne du despotisme sur la société. Historiquement, l'alliance de l'Eglise et de l'État a été, dans bien des cas, une coalition tyrannique réciproque. L'État s'est servi de l'Eglise pour sanctifier et prêcher l'obéissance à sa loi prétendument divine ; l'Eglise s'est servie de l'État pour obtenir des ressources financières et des privilèges. Les anabaptistes ont exercé une autorité collectiviste et tyrannique sur le Munster au nom de la religion chrétienne. Et, plus proche de nous, le socialisme chrétien et le catéchisme social ont joué un rôle majeur dans l'émergence de l'étatisme. Quant au rôle apologétique de l'Eglise orthodoxe dans la Russie soviétique, il n'est plus à prouver. Certains prêtres catholiques en Amérique Latine ont même prétendu que le Salut ne pouvait venir que du marxisme ; et, si j'étais impertinent, je soulignerais que le Révérend Jim Jones, non content d'être léniniste, a également prétendu être la réincarnation de Jésus.

Par ailleurs, maintenant que l'échec du socialisme a été prouvé politiquement et économiquement, les socialistes font désormais appel à des arguments moraux et spirituels. Le socialiste Robert Heilbroner, au cours d'une argumentation visant à justifier le caractère nécessairement coercitif du socialisme et l'imposition d'une morale collective à la société, affirme que « la culture bourgeoise n'est concernée que par la réussite matérielle des individus. La culture socialiste, elle, doit être concernée par leur réussite morale et *spirituelle*. » Curieusement, Dale Vree, l'auteur conservateur et chrétien de la *National Review*, a totalement approuvé la position de Heilbroner. Selon Vree :

Heilbroner reprend en vérité une thèse soutenue depuis vingt-cinq ans par la plupart des contributeurs de la National Review : la liberté et la vertu sont inconciliables. Traditionnalistes, prenez-en note. Malgré sa terminologie discordante, Heilbroner s'intéresse à la même chose que vous : la vertu.

Vree est également fasciné par la position d'Heilbroner selon laquelle une culture socialiste doit « promouvoir la primauté du collectif », plutôt que « la primauté de l'individu. » Il cite l'opposition que Heilbroner dresse entre la réussite « morale et spirituelle » du socialisme et la réussite « matérielle » bourgeoise, et ajoute fort justement : « cette affirmation a des accents familiers ». Vree applaudit ensuite l'attaque que Heilbroner lance contre le capitalisme parce que la notion de « bien » est étrangère à ce système économique, et qu'il « laisse les adultes consentants se comporter comme bon leur semble ». Contrairement à cette liberté permissive et cette diversité, Vree note que « la position de Heilbroner est séduisante. La notion de « bien » est consubstantielle au socialisme, et une société organisée selon ces principes ne tolérera pas tous les comportements ». Parce que selon lui « le collectivisme économique et l'individualisme culturel sont incompatibles », Vree défend une nouvelle alliance du socialisme et du traditionalisme, un collectivisme à tous les niveaux.

Il faut souligner ici que le socialisme devient particulièrement despotique lorsqu'il entend remplacer les incitations matérielles et économiques par de prétendues incitations morales, quand il prétend promouvoir la « qualité de vie » (quel que soit le sens que l'on donne à cette expression) plutôt que la prospérité économique. Lorsque l'on considère la croissance des salaires réels, l'on se rend compte que les individus jouissent de plus de liberté et d'un niveau de vie plus élevé. En réalité, la dévotion altruiste que le peuple voue à la mère patrie socialiste doit régulièrement être réaffirmée par le fouet. Mettre l'accent sur les incitations individuelles matérielles revient inéluctablement à mettre l'accent sur la propriété privée, et sur le caractère sacré du fruit de ses efforts. Cela, en retour, renforce la liberté personnelle, comme l'illustre le contraste entre la Yougoslavie et la Russie soviétique ces trois dernières décennies. Le plus effroyable despotisme que la terre ait porté ces dernières années fut sans aucun doute celui de Pol Pot, et le régime cambodgien alla si loin dans sa haine du matérialisme qu'il décida d'abolir l'usage de la monnaie. L'abolition de la monnaie et de la propriété privée rendirent les individus entièrement dépendants des rations de subsistance que l'État leur versait, et la vie devint un enfer. Nous devrions être prudents lorsque nous méprisons la vie et les objectifs matériels.

L'accusation de matérialisme dirigée à l'encontre de l'économie de marché ignore le fait que *toutes* les actions humaines, quelles qu'elles soient, nécessitent la transformation d'objets matériels par l'utilisation de l'énergie humaine, en accord avec les idées et les buts de l'individu qui agit. Il est absurde de séparer le « mental » ou le « spirituel » du « matériel ». Toutes les grandes œuvres d'art, les grandes émanations de l'esprit humain, sont nées de l'utilisation d'objets matériels : toiles, brosses et peintures ; papier et instruments de musique ; pierres et matières premières pour construire les églises. En réalité il n'y a pas d'opposition entre le

« spirituel » et le « matériel », et par conséquent, le despotisme qui paralyse la production matérielle doit paralyser la production spirituelle.

Mythe 5. Les libertariens sont des utopistes. Ils croient que tous les individus sont vertueux, et que, par conséquent, le contrôle étatique n'est pas nécessaire. Les conservateurs ajoutent souvent que, puisque l'Homme est naturellement malveillant (au moins partiellement), une forte régulation étatique est socialement nécessaire.

Cette croyance à propos du libertarianisme est fort répandue. Il est pourtant difficile d'en comprendre l'origine. Rousseau, le principal défenseur de l'idée que l'homme est bon par nature mais corrompu par ses institutions, n'était guère libertarien. Hormis les écrits romantiques de quelques anarcho-communistes, que je ne considérerais en aucun cas comme libertariens, je n'ai jamais rencontré d'auteurs libertariens (ou libéraux classiques) qui aient défendu cette idée. Au contraire, la plupart des auteurs libertariens soutiennent que l'homme est à la fois moralement bon et mauvais, et que, par conséquent, il est important pour les institutions sociales d'encourager les conduites morales et de décourager les conduites immorales. L'État est la seule institution sociale capable d'utiliser la violence pour obtenir son revenu et sa richesse ; toutes les autres doivent soit vendre des produits ou des services sur le marché, soit recevoir des dons volontaires. L'État est également la seule institution capable d'utiliser les ressources provenant du vol organisé pour réguler la vie économique et contrôler la propriété des individus. Par conséquent, l'institution étatique est, pour les escrocs, un moyen sanctifié et socialement légitimé de commettre des vols légalisés et d'exercer un pouvoir dictatorial. L'étatisme exhorte donc l'immoralité et le caractère criminel de l'homme. Comme Frank Knight l'a dit d'un ton incisif : « la probabilité que les gens au pouvoir soient des individus averses à la possession et à l'exercice du pouvoir est à peu près équivalente à la probabilité qu'une personne extrêmement affectueuse et attentionnée ait pour fonction de fouetter les esclaves dans une plantation. » Une société libre, ne mettant pas de moyens légitimés à disposition des hommes pour commettre des exactions, décourage les tendances criminelles de la nature humaine et encourage les échanges pacifiques et volontaires. La liberté et l'économie de marché découragent le racket et encourage l'harmonie sociale et les bénéfices mutuels des échanges volontaires, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels.

Puisqu'un système de liberté encouragerait les échanges volontaires, découragerait les actes criminels, et supprimerait la seule voie légitimée pour commettre des crimes et des agressions, nous pourrions nous attendre à ce qu'une société libre soit moins affectée par les crimes et la violence que nos sociétés actuelles, bien que l'on ne puisse pas affirmer qu'ils disparaîtraient complètement. Ce n'est pas de l'utopie, c'est la conséquence, relevant du bon sens, du changement de ce qui est perçu comme socialement légitime et du changement de la structure sociale des récompenses et des punitions.

Envisageons notre thèse sous un autre angle. Si tous les hommes étaient bons et qu'aucun d'eux n'avait de penchants criminels, l'État serait superflu, comme les conservateurs le reconnaissent. Mais si, à l'inverse, tous les hommes étaient malveillants, alors, la défense de l'État n'en serait pas moins délicate : pourquoi supposer que les membres du gouvernement, ceux qui détiennent les armes et le pouvoir d'agression, seraient-ils par extraordinaire exempts de ces vices ? Tom Paine, un libertarien classique, dont les positions sur la nature humaine sont souvent considérées comme naïvement optimistes, a réfuté l'argument reposant sur la malveillance humaine avancé par les conservateurs pour justifier un État fort. Selon lui « Si la nature humaine est corrompue, il est superflu de renforcer la corruption en mettant sur le trône une succession de rois, qui, quelle que soit leur légitimité sociale, sont désignés pour gouverner » Et Paine d'ajouter :

« Aucun homme depuis la Chute n'a été suffisamment vertueux pour assumer la charge du pouvoir. » Et comme le libertarien F.A. Harper l'écrivit un jour :

« Le principe selon lequel l'autorité politique est nécessaire en raison de la malveillance humaine implique que cette autorité soit étendue à toutes les sphères de l'activité humaine. La société entière serait ainsi dirigée par un seul homme. Mais qui officierait alors en tant que dictateur ? Puisque tous les individus sont malveillants, il n'y a aucune raison pour que le dictateur ne le soit pas, quelles que soient les procédures qui le désignent. La société serait alors dirigée par un tyran totalement malveillant, entre les mains duquel seraient concentrés tous les pouvoirs. Comment serait-il alors possible que cet arrangement n'engendre pas de déplorables conséquences ? En quoi un arrangement de cette sorte pourrait-il être meilleur qu'une société sans aucune autorité politique ? »

Enfin, puisque, comme nous l'avons vu, les hommes sont en vérité à la fois bons et mauvais, une société libre encourage le bien et décourage le mal, tout du moins au sens où le volontaire et le mutuellement bénéfique sont bons, et où le criminel est mauvais. Aucune théorie de la nature humaine, qu'elle suppose la vertu, le vice, ou un mélange des deux, ne peut justifier l'étatisme. Le penseur libéral F.A. Hayek, au cours d'une argumentation visant à nier son conservatisme, souligna que : « L'attrait principal de l'individualisme, [que défendaient Adam Smith et ses contemporains] est d'être un système au sein duquel les hommes mauvais peuvent le moins nuire. C'est un système social dont le bon fonctionnement ne dépend pas de la valeur morale des hommes qui le composent, mais qui fait usage des hommes dans toute leur variété et leur complexité.

Il est important de souligner ce qui différencie les libertariens des utopistes (au sens péjoratif du terme). Le libertarianisme n'a pas pour but de remodeler la nature humaine. En revanche, l'un des objectifs principaux du socialisme est de créer (en pratique en utilisant des méthodes totalitaires) l'Homme Nouveau acquis au socialisme, un individu dont la fin ultime serait de travailler avec diligence et altruisme au service du collectif. Le libertarianisme est une philosophie politique qui affirme que, quelle que soit la nature humaine, un système politique moral et efficace ne peut être fondé que sur la liberté. Le libertarianisme, autant que n'importe quel autre système politique, sera bien sûr d'autant plus efficace que les gens qui le composent seront pacifiques et peu enclins aux activités criminelles ou agressives. Les libertariens, comme la plupart des gens, aimeraient vivre dans un monde sans criminel et peuplé d'individus bienveillants. Mais cela n'est pas l'élément constitutif de la doctrine libertarienne, qui affirme que, quelque moral ou immoral que puisse être l'homme, la liberté est préférable.

Mythe 6. Les libertariens croient que les individus sont les meilleurs juges de leurs propres intérêts.

Tout comme l'accusation précédente soutenait que les libertariens croient que tous les hommes sont parfaitement bons moralement, ce mythe accuse les libertariens de croire que tous les individus sont parfaitement raisonnables. Dans la mesure où la plupart des gens ne le sont pas, les critiques du libertarianisme affirment donc que l'État doit intervenir.

Mais les libertariens ne supposent pas plus la sagesse absolue qu'ils supposent la perfection morale. Certes, affirmer que la plupart des gens sont meilleurs juges que des tiers de leurs propres besoins et de leurs propres objectifs relève du bon sens. Mais le libertarianisme ne suppose pas que cela soit toujours le cas. Les libertariens soutiennent plutôt que tous les individus devraient avoir le droit de poursuivre leur propre intérêt comme ils l'entendent. Les

libertariens défendent la liberté d'action dans la limite du respect des droits de propriété d'autrui, mais n'affirment pas que toutes les actions sont nécessairement raisonnables.

Il est vrai, en revanche, que sur le marché libre, les gens sont libres de s'orienter vers des experts capables de leur donner des conseils sur la façon dont poursuivre au mieux leurs intérêts. Comme nous l'avons vu plus haut, les individus ne sont pas des êtres socialement isolés, hermétiquement séparés les uns des autres. Car sur le marché libre, si les individus doutent de ce que pourrait être leurs propres intérêts, ils sont libres d'embaucher ou de consulter des experts, qui, en raison de leurs compétences, seront capables de les orienter. Sur le marché libre, les individus peuvent faire appel à ces experts, et continuellement tester la justesse et l'utilité de leurs conseils. Par conséquent, sur le marché, les individus tendent à se tourner vers les experts dont les conseils sont les plus efficaces. Le marché libre récompensera les bons médecins, les bons avocats, les bons architectes, et dévalorisera les moins compétents. L'expert de l'État, en revanche, acquiert ses revenus par l'imposition des contribuables. Aucun filtre marchand n'existe pour évaluer sa capacité à conseiller chacun dans le sens de ses véritables intérêts. La seule compétence qu'il doit posséder, c'est celle qui consiste à obtenir le soutien de l'appareil coercitif de l'État.

L'expert privé aura d'autant plus de succès qu'il satisfera les besoins des gens, alors que l'expert de l'État aura d'autant plus de succès qu'il parviendra à obtenir des faveurs politiques. Par ailleurs, l'expert de l'État n'a aucune raison d'être plus vertueux que les autres ; sa seule supériorité résidant dans ses capacités à obtenir les faveurs de ceux qui exercent le pouvoir politique. Mais il existe une différence cruciale entre les deux : des incitations pécuniaires poussent l'expert privé à prendre soin de ses clients ou de ses patients. Aucune incitation de cette sorte n'existe pour l'expert de l'État ; il obtient ses revenus quels que soient ses résultats. Par conséquent, pour le consommateur individuel, le marché libre est un arrangement économique préférable.

J'espère que cet essai a contribué à réfuter les mythes et les idées reçues qui entourent le libertarianisme. Les conservateurs (et les autres) doivent comprendre que les libertariens ne croient pas que les individus sont tous moralement bons ou meilleurs juges de leurs propres intérêts, ni qu'ils sont socialement isolés les uns des autres. Les libertariens ne sont pas nécessairement hédonistes ou libertins, ils ne sont pas non plus forcément athées ; ils croient à l'existence de principes moraux. Procédons désormais à un examen précis du libertarianisme, tel qu'il est réellement, sans que notre jugement soit biaisé par ces mythes et ces légendes. Examinons objectivement les arguments en faveur de la liberté. Je crois fermement que, lorsque cela sera fait, cette philosophie verra le nombre de ses adhérents croître de façon importante.

***Source :** www.lewrockwell.com/rothbard/rothbard12.html

Notes

1. John Kenneth Galbraith, *The Affluent Society* (Boston: Houghton Mifflin, 1958); F. A. Hayek, "The Non-Sequitur of the 'Dependence Effect,'" *Southern Economic Journal* (Avril, 1961), pp. 346-48.
2. Irving Kristol, "No Cheers for the Profit Motive," *Wall Street Journal* (21 Fév., 1979).
3. Pour une défense de l'application des critères éthiques universels à l'État, voir Pitirim A. Sorokin et Walter A. Lunden, *Power and Morality: Who Shall Guard the Guardians?* (Boston: Porter Sargent, 1959), pp. 16-30.
4. Frank S. Meyer, *In Defense of Freedom: A Conservative Credo* (Chicago: Henry Regnery, 1962), p. 66.

5. Thomas E. Davitt, S.J., "St. Thomas Aquinas and the Natural Law," in Arthur L. Harding, ed., *Origins of the Natural Law Tradition* (Dallas, Tex: Southern Methodist University Press, 1954), p. 39
6. A. P. d'Entrèves, *Natural Law* (London: Hutchinson University Library, 1951), pp. 51-52.
7. Karl Wittfogel, *Oriental Despotism* (New Haven: Yale University Press, 1957), esp. pp. 87-100.
8. Sur ce sujet et sur la question des sectes chrétiennes en général, voir Norman Cohn, *Pursuit of the Millenium* (Fairlawn, N.J.: Essential Books, 1957).
9. Dale Vree, "Against Socialist Fusionism," *National Review* (8 décembre, 1978), p. 1547. L'article de Heilbroner se trouve dans *Dissent*, été 1978. Pour davantage d'informations au sujet de l'article de Vree, voir Murray N. Rothbard, "Statism, Left, Right, and Center," *Libertarian Review* (Janvier 1979), pp. 14-15.
10. *Journal of Political Economy* (December 1938), p. 869. Cité in Friedrich A. Hayek, *The Road to Serfdom* (Chicago: University of Chicago Press, 1944), p. 152.
11. "The Forester's Letters, III," (orig. in *Pennsylvania Journal*, Apr. 24, 1776), in *The Writings of Thomas Paine* (ed. M. D. Conway, New York: G. P. Putnam's Sons, 1906), I, 149-150.
12. F. A. Harper, "Try This On Your Friends", *Faith and Freedom* (Janvier, 1955), p. 19.
13. F. A. Hayek, *Individualism and Economic Order* (Chicago: University of Chicago Press, 1948). Hayek a mis à nouveau l'accent sur ce point dans son essai "Why I Am Not a Conservative," *The Constitution of Liberty* (Chicago: University of Chicago Press, 1960), p. 529.